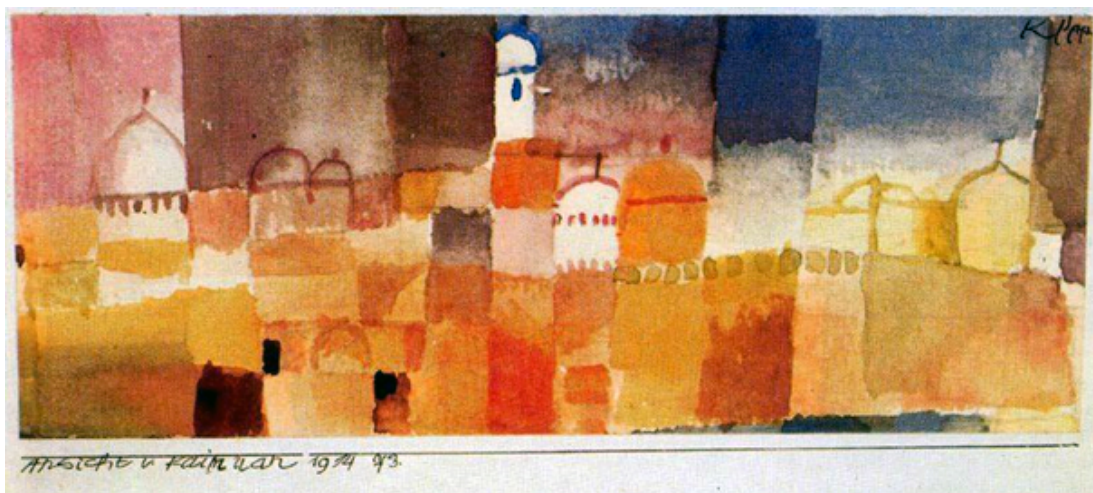


CORDOBA WORKSHOPS REPORTS



Rapport de l'atelier sur le renforcement de la participation politique et de l'engagement civique des jeunes tunisiens

Tunis, mars 2018

Auteur

| Salahedine Jouchi



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة جنيف



Fondation Cordoue de Genève
Case postale 360
CH -1211 Genève 19
Tél. : +41 (0) 22 734 15 03
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch

Forum El Jahedh
42 Avenue de la Liberté
Tunis, Tunisie
Tél. : +216 (0) 71 894590
forum.eljahedh@gmail.com
www.jahedhforum.org

Rapport de l'atelier sur le renforcement de la participation politique et de l'engagement civique des jeunes tunisiens

Tunis, mars 2018

Auteur : Salahedine Jouchi

Traduit de l'arabe par : Khadidja Neggazi

Rédaction : Fondation Cordoue de Genève

Mise en page et couverture : Amine Lakhdar

Image de couverture : Paul Klee (1914), Ansicht von Kairaouan (Vue de Kairaouan)

Propriété intellectuelle : ce rapport appartient conjointement à la Fondation Cordoue de Genève et au Forum El Jahedh. La diffusion et l'utilisation de ce document sont permises sous conditions de citer la source.

Remerciements : Nos remerciements vont à tous les participants à l'atelier pour leur contribution à la réalisation de ce rapport. Nous remercions également le Bureau « Religion-Politique-Conflit » du Département fédéral des affaires étrangères suisse pour leur contribution à la réalisation de ce travail.

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

LA FONDATION CORDOUE DE GENEVE

(FCG) est une organisation non-gouvernementale suisse à but non lucratif œuvrant dans le domaine de la promotion de la paix. Nous travaillons principalement sur les tensions et les polarisations dans les sociétés où vivent des musulmans, et nous visons à renforcer les ressources théoriques et pratiques en matière de transformation de conflits dans les pays à majorité musulmane. Etablie à Genève en 2002, notre Fondation promeut l'échange entre les cultures et les civilisations, dans l'esprit qui prévalait à Cordoue au Xe siècle. La ville andalouse appelée « Capitale de l'esprit » demeure un modèle quasi-unique de coexistence pacifique et de brassage des idées.

www.cordoue.ch

LE FORUM EL JAHEDH

Le Forum El Jahedh est une plateforme culturelle et intellectuelle qui mise sur l'importance du dialogue tant local qu'international. Il contribue aux tendances de l'avancement d'une pensée innovante pour gagner en savoir historique qui contrôle les stratégies des nations faisant face aux challenges. Ses objectifs sont accomplis à travers la connaissance, la liberté, la démocratie et l'unité dans le but d'atteindre le développement avec une modernité connectée à son héritage. L'Association El Jahedh est une organisation non-gouvernementale tunisienne qui a obtenu la licence gouvernementale le 12 juin 1990 et a été inscrite au Journal Officiel de la République de Tunisie No. 77 le 22 octobre 1990. Elle a été classée comme Association Culturelle par décision du Ministère de l'Intérieur le 23 novembre 1992.

www.jahedhforum.org

LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD

Le programme Afrique du Nord est développé conjointement avec le bureau Religion-Politique-Conflit (RPC) de la Human Security Division (HSD) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le domaine d'intérêt de ce programme est de s'occuper des polarisations et des tensions existant à l'intersection de la religion et de la politique et/ou impliquant des acteurs politiques à référentiel religieux. Des sociétés inclusives, participatives et pacifiques dans la région sont le but global de ce programme. Les objectifs pour y contribuer sont 1) réduire les tensions entre islamistes et séculiers, 2) diminuer les facteurs menant à l'exclusion politique d'acteurs à inspiration religieuse, et 3) répondre aux discours religieux violents par des discours et pratiques alternatifs.

CONTENTS

LA FONDATION CORDOUE DE GENÈVE	3
LE FORUM EL JAHEDH.....	3
LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD	3
INTRODUCTION	5
LA PARTICIPATION POLITIQUE ET CIVIQUE DES JEUNES	5
LES MOUVEMENTS SOCIAUX CONTESTATAIRES ET LEUR IMPACT SUR L'ÉLABORATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	7
LES JEUNES DES RÉGIONS ET LEUR PERCEPTION DE LA DÉCENTRALISATION	8
LES DÉFIS.....	9
PROPOSITIONS PRATIQUES.....	9

INTRODUCTION

Le 9 mars 2018 la Fondation Cordoue de Genève a organisé avec le concours du Forum Al Jahedh et le Département fédéral des affaires étrangères suisse, un atelier à Tunis intitulé « *Renforcement de la participation politique et l'engagement civique des jeunes tunisiens* » pour discuter de la participation politique et civique des jeunes. Y ont pris part des leaders de la jeunesse représentant des organisations non-gouvernementales, des syndicats d'étudiants et des mouvements sociaux dont une partie est issue des différentes régions de la Tunisie, pour exprimer les aspirations, les revendications et le point de vue de la jeunesse tant urbaine que rurale. Cette configuration a contribué grandement à rendre les débats, qui se sont déroulés tout au long de la journée, représentatifs des différentes composantes en Tunisie.

Les échanges lors de cet atelier ont tourné autour de quatre axes principaux. Le premier axe se rapporte à la participation politique des jeunes, le deuxième a porté sur la thématique des jeunes des régions et leur perception de la décentralisation. Dans le troisième axe il été question des mouvements sociaux contestataires et leur impact sur l'élaboration des politiques publiques avant de procéder à un brainstorming pour dégager collectivement des propositions pratiques à même de renforcer l'engagement civique des jeunes.

LA PARTICIPATION POLITIQUE ET CIVIQUE DES JEUNES

La jeunesse est l'un des principaux garants de l'édifice démocratique et du prolongement du souffle révolutionnaire dans toute société en période de transition démocratique majeure.

En Tunisie, les jeunes furent la frange de la société la plus prédisposée à se révolter contre le régime de Ben Ali et à le pousser à quitter le pouvoir et le pays. Une jeunesse qui a placé haut la barre des attentes après que le pouvoir soit tombé dans l'escarcelle de l'opposition, et c'est ainsi que bon nombre d'entre eux se sont engagés dès le départ dans les partis et les organisations de la société civile.

Les participants à l'atelier ont considéré que le pays vivait une crise réelle dont la première composante est ce qu'ils ont appelé une « crise de confiance » envers les acteurs politiques qui, selon eux, ont été incapables, sept ans après la révolution, de réaliser le changement tant attendu. Cet état de choses a tendance à décourager les jeunes à s'impliquer dans la vie politique actuelle. Des participants ont argué que l'ancien système n'avait pas changé, bien au contraire il se serait maintenu en dépit des revendications radicales formulées par la révolution, pointant du doigt des phénomènes dangereux qui mettraient en péril le rêve révolutionnaire, et plus particulièrement le peu de crédit que les jeunes accordent aux décideurs centraux ce qui pourrait mener à un rejet de la constitution de leur part.

Les débats ont porté également sur la corruption qui, selon les participants, prolifère et dont les protagonistes et les mécanismes se seraient tant multipliés que cette corruption serait désormais en mesure de pénétrer partis politiques, société civile et institutions de l'Etat. Par ailleurs, les participants ont soutenu que les jeunes sont minés par une précarité politique, sociale et culturelle. Selon eux, le chiffre de 6% seulement de jeunes engagés dans des activités politiques ou relevant de la société civile - en référence à l'étude réalisée par l'Observatoire National de la Jeunesse qui

détaille l'ensemble des facteurs et obstacles derrière ce phénomène -est un indice négatif et qui tranche avec la mission qui est la leur, notamment en cette période de transition.

A été abordée également la question de la faible capacité des gouvernements successifs à prendre la bonne décision au bon moment, provoquant ainsi une escalade dans les mouvements de protestations, qui restent d'ailleurs d'actualité en Tunisie. Des participants ont indiqué que la ville de Kairouan enregistre le taux de suicide le plus haut en Tunisie parmi les jeunes et les enfants, telle une forme d'expression de cet état de contestation négative et de démission collective. A ce propos ils ont rappelé l'absence d'une politique nationale intégrée de la jeunesse, et qu'en tant que jeunes, ils ne font pas confiance aux leaders des partis politiques. Ces derniers souffriraient tous à des degrés divers, selon leurs dires, d'innombrables difficultés avec les jeunes de leur base, lesquels partis présentent des fragilités structurelles ce qui rend encore plus béant le précipice entre ces partis et une jeunesse avide de participation sociétale.

On entend en Tunisie que les jeunes se détournent de la vie politique et de la chose publique, mais les participants ont affirmé leur désir de s'engager et d'assumer des responsabilités au sein des partis et des associations. Néanmoins, ils exigent que cet engagement dans les structures soit une participation effective et réelle et non une participation de façade pour seulement redorer le blason du pouvoir. Ils ont averti par ailleurs le gouvernement de ne pas ignorer la jeunesse et ses problèmes car ceci est susceptible de pousser les jeunes à recourir à d'autres formes de militantisme, en dehors du cadre partisan et pacifique. Les participants ont rappelé le rejet de toute forme de tutelle, qu'elle soit exercée par l'Etat ou par toute autre entité dans le pays.

La mise en place d'un cadre législatif est cruciale car les lois sont à même de garantir la participation de la jeunesse, et d'imposer des règles du jeu plus démocratiques. Cependant la loi seule est insuffisante si elle n'est pas accompagnée par d'autres facteurs politiques, culturels et sociétaux, à l'aune des développements qui ont eu lieu dans le pays depuis son entrée dans le processus de transition démocratique.

Pendant le débat général, les échanges ont abordé les expériences des jeunes au sein des partis. Certains se sont interrogés sur les voies et moyens pour rassembler ces jeunes par-delà les appartenances partisans et les différences idéologiques. Malgré le sentiment que la tâche est ardue et complexe, ils ont reconnu qu'il y a une multitude de questions autour desquelles ils peuvent se réunir en tant que jeunes. Des questions qui, bien qu'elles ne soient pas épargnées par l'influence des sempiternelles luttes partisans, transcendent les partis politiques et leurs agendas respectifs.

Le pouvoir est allé dans ce sens dans le passé en organisant une consultation élargie des jeunes. Toutefois, les participants se sont montrés critiques vis-à-vis de cette initiative lui reprochant d'être lacunaire et infructueuse, bien que plusieurs d'entre eux avouent qu'elle fut l'occasion d'émettre des recommandations importantes, mais qui restent jusqu'à présent lettre morte. Certains font observer l'absence d'associations actives dans certaines régions de Tunisie et appellent à approfondir le dialogue et à habiliter les jeunes pour qu'ils puissent être en mesure de créer des associations capables de structurer des projets et de les réaliser.

Une des recommandations formulées a été la création d'une académie au sein des universités afin de développer des programmes pour former des étudiants au

leadership et à jouer des rôles avancés au service de la chose publique. Des dialogues continus et actifs peuvent être également organisés entre étudiants, ainsi qu'entre ces derniers et les autres catégories de jeunes en dehors des structures et des milieux universitaires. Tous les ministères, pas seulement celui de la jeunesse et des sports, sont appelés à adopter des politiques ayant comme objectif l'intégration des jeunes dans la vie politique dans tous les aspects de la chose publique.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX CONTESTATAIRES ET LEUR IMPACT SUR L'ELABORATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le phénomène des mouvements sociaux a pris de l'ampleur ces derniers temps en Tunisie. Des mouvements qu'on peut classer dans deux catégories : les mouvements non organisés qui sont en passe de s'installer dans le quotidien des Tunisiens, et les mouvements organisés, lesquels ont adopté des formes d'organisation inédites et flexibles. Cette escalade dans les mouvements sociaux trahit le souhait d'initier des changements profonds dans le système politique et en matière d'options politiques et économiques, et intègre une composante qui tend à revoir le pacte social qui régissait auparavant les relations entre les principales parties prenantes de la société.

Selon un des intervenants, les partis politiques représentent la classe moyenne et les syndicats défendent les employés, mais il existe en Tunisie d'autres catégories en mal de porte-voix capable de défendre leurs droits. Comme cité lors de cet atelier, Gramsci écrivait que « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître... » Cela vaut également pour les mouvements sociaux qui sont le signe avant-coureur de la nécessité d'opérer des changements profonds qui dépassent les structures héritées de l'ère

prérévolutionnaire. Il est impératif par conséquent de soutenir la transition politique au profit du peuple tunisien et non pour avantager une infime catégorie de privilégiés et des lobbys corrompus. La lutte autour de la signification de ces mouvements sociaux dépasse la rivalité entre partis politiques et se donne comme objectif le changement du mode de gouvernance et le système politique et économique en place.

On peut qualifier la participation des jeunes pendant la période précédente de négative, ce qui a offert à des acteurs dominants l'opportunité de les marginaliser et les écarter des centres de décision. Aujourd'hui il y a un désaccord non seulement autour d'un parti politique ou une mesure organisationnelle donnée mais sur la révolution elle-même. Les acteurs de ces mouvements sociaux sont convaincus qu'il faut revenir sur l'ensemble des choix pris après la révolution, étant donné leur antagonisme avec les intérêts du peuple et d'une grande partie de la jeunesse. Il y a donc une crise de confiance non seulement envers les politiques mais également à l'endroit des syndicalistes, des artistes et des journalistes qui ont créé une situation « d'illusion sociale ». Les jeunes sont appelés à coordonner les rôles des associations et des syndicats d'étudiants, car ils estiment que la politique n'est désormais plus qu'une arène de règlement de compte entre parties en lutte pour le pouvoir.

La majorité des mouvements sociaux qui ont émergé en Tunisie sont à caractère contestataire, avec des plans d'action, une approche progressive et échelonnée pour faire valoir leurs revendications de sorte que chaque phase ait ses propres méthodes et outils. Ces mouvements sont devenus plus attrayants pour une jeunesse en colère, et sont en mesure de forger de nouveaux leaders, notamment après avoir acquis une légitimité de leurs activités militantes sur le terrain.

Toutefois ces mouvements ne sont pas pour autant homogènes sur le plan interne, tant les lignes de désaccord les traversant sont nombreuses, principalement sur la question de comment qualifier le nouveau système politique en Tunisie. Ainsi, des représentants de ces mouvements appellent au boycott des prochaines élections communales, dans ce qui est à considérer comme une prise de position politique et non pas une démission. Des figures de proue de ces mouvements ne cessent de marteler que les jeunes ont été induits en erreur à plusieurs reprises par l'élite politique, entre autres accusée de les avoir trompés et de ne pas avoir été à la hauteur de leurs espérances et ambitions.

Ceci étant dit, des partisans de ces mouvements sociaux présents parmi les participants ont appelé au changement du système politique dans son ensemble. Ce faisant, ils ne plaident pas pour l'abandon du choix démocratique, mais ils estiment que la démocratie représentative adoptée après la révolution ne répond pas aux besoins de la prochaine étape et dont la satisfaction passe par l'avènement de nouvelles formes d'organisation capables d'ouvrir de réelles perspectives aux jeunes en termes d'élaboration des politiques publiques et la participation dans leur mise en œuvre. A cet égard, ils appellent à l'institutionnalisation du débat entre les jeunes et l'Etat afin que cette question ne soit pas abordée de manière peu sérieuse, dans des termes flous ou sans les mécanismes nécessaires fondés sur le droit d'exprimer son opinion, faire des suggestions, en assurer le suivi et demander des comptes à ceux qui sont en charge de leur mise en œuvre.

LES JEUNES DES REGIONS ET LEUR PERCEPTION DE LA DECENTRALISATION

Des sondages, dont les résultats ont servi de base pour le dialogue national en faveur des jeunes, ont fait état de l'insatisfaction de 78% des citoyens quant aux services fournis dans les quartiers d'habitation. Ceci reflète la crise de confiance dans les municipalités qui n'ont pas renouvelé leurs instances depuis la révolution. Cependant, d'autres indicateurs laissent entendre que les prochaines élections communales vont changer le paysage national. Il convient ainsi de soutenir et d'immuniser cette expérience pour ne pas exacerber la frustration qui prévaut chez bon nombre de jeunes.

Les participants ont discuté les dangers de la centralisation et ont critiqué le fossé numérique et culturel qui s'est creusé entre le centre et la périphérie, ce qui affaiblit les régions devant la capitale, et approfondit les écarts, les privant de la croissance et du développement. Les participants ont donc plaidé pour la décentralisation et appelé à fournir les moyens financiers et réglementaires à même de créer un nouvel équilibre entre les régions et l'Etat, sans pour autant affaiblir le centre et fragmenter et fragiliser l'Etat central.

D'aucuns ont exprimé leurs craintes que la décentralisation approfondirait la marginalisation des régions déjà marginalisées et creuse le fossé et l'écart entre le centre et la périphérie. D'autres, en revanche, ont affirmé que l'erreur ne réside pas dans l'adoption de la décentralisation mais dans les politiques actuelles, cette option stratégique étant devenue un problème et une source de craintes. Ils ont souligné l'importance d'une réforme systémique de la démocratie locale, de l'intérieur, en mettant

en place les mécanismes nécessaires capables de mettre en œuvre la décentralisation et d'éviter qu'elle devienne « anti-Etat » ou en contradiction avec les intérêts nationaux. Plusieurs intervenants ont souligné que l'Etat n'est pas l'ennemi des individus ou des collectivités mais œuvre, bien au contraire, à réaliser la complémentarité et la coexistence entre tous.

LES DEFIS

Les participants ont passé en revue un ensemble de défis qui peuvent présenter des difficultés devant les jeunes pour une participation active, notamment :

- Les jeunes boycotteurs : ils sont nombreux, caractérisés par une attitude négative. Prendre en charge les raisons qui les ont poussés à adopter cette attitude est crucial pour rétablir la confiance dans le processus politique.
- Les jeunes qui ne vont pas gagner dans les prochaines élections communales. Certains de ces derniers, au lieu de profiter de l'expérience qu'ils vont vivre et tenter de l'évaluer et tirer les leçons pour les prochaines échéances, risquent de blâmer les partis politiques et l'État de ne pas les avoir aidés à réussir et à prendre leurs responsabilités au niveau local.
- Les jeunes qui réclament des opportunités de réussite plutôt que des opportunités d'emploi, en particulier dans le contexte de crise économique actuelle, qui a conduit à l'incapacité du secteur public à créer de nouveaux emplois à petite échelle. Ils représentent une grande proportion de la société qui appelle l'Etat à changer ses programmes, après avoir démontré son échec et l'incapacité à atteindre les objectifs escomptés.

- La nécessité de travailler sur la réforme de l'administration fondée sur le système central, ce qui peut freiner la démocratie locale, et empêcher que les jeunes du pays puissent rééquilibrer efficacement le centre et la périphérie.
- La situation du secteur de l'éducation est critique et peut constituer un frein pour le développement des méthodes et programmes qui mettront en exergue l'importance des jeunes et soutiendront la participation active. En effet, l'éducation, depuis son institution, a été basée sur le rôle exclusif de l'Etat, loin de l'idée de la répartition des rôles et des tâches.
- S'orienter en urgence vers la sécurisation économique de l'ensemble des jeunes, et la considérer d'une extrême priorité.

PROPOSITIONS PRATIQUES

Les participants de l'atelier se sont réunis en petits groupes de travail formés de jeunes des partis politiques, organisations de la société civile, radios associatives et toutes les régions de l'intérieur pour une réflexion sur les initiatives pratiques qui regroupent toutes les tendances idéologiques afin d'identifier les moyens d'un engagement civique qui se substituerait à la violence.

Les initiatives proposées par les deux groupes lors de la séance de brainstorming de cet atelier démontrent la possibilité d'établir un processus pour promouvoir un réseau de paix au niveau local, dans le contexte spécifique de la décentralisation de pouvoir administratif et autre en Tunisie. Ces initiatives diffèrent des activités existantes pour la promotion de la participation des jeunes parce qu'elles ont émergé de discussions incluant une large représentation idéologique; en raison de leur inclusivité régionale; en raison de leur utilisation d'une méthodologie de «transformation des conflits» à travers la

promotion des formations en négociation et autres techniques; et parce qu'ils sont dirigés par des jeunes et se concentrent sur le dialecte tunisien comme moyen de communication.

Ces initiatives pourraient soulager les tensions qui ont actuellement un impact sur la transition démocratique tunisienne, par exemple les tensions idéologiques, régionales, générationnelles, de genre et politico-civiles, et contribuer à atténuer ces polarisations pour favoriser la coexistence pacifique et renforcer les rôles des jeunes dans la transition démocratique.

Les initiatives proposées sont les suivantes :

1. "Espace Jeunesse Ouvert" (EJO, qui signifie aussi "venir" en dialecte tunisien) a pour initiative d'affiner et simplifier des concepts politiques et sociaux importants et d'améliorer la participation des jeunes dans la vie politique et civique à travers des actions de sensibilisation menées par un groupe inclusif d'ambassadeurs de la jeunesse. Ce projet se déroulerait dans les

villes de Sfax, Qasserine, Manouba, Seliana, Qairaouan, Ben Arous et Gabès et dans le dialecte local tunisien.

2. La deuxième initiative proposée consisterait à utiliser l'espace universitaire comme un premier espace ouvert pour l'engagement des jeunes. La proposition est de rassembler des jeunes ayant des affiliations idéologiques différentes pour mener une formation conjointe en négociation, dialogue et brainstorming sur des projets communs. Dans un deuxième temps, cette initiative serait élargie en dehors de l'espace universitaire, afin d'établir des contacts entre les universités et les associations de la société civile, afin de renforcer les capacités locales de négociation pour travailler avec les municipalités dans les gouvernements locaux. Une suggestion consistait à encourager le jumelage d'associations locales avec des organisations similaires dans différentes régions.